

portuaire de Bécancour est administrée par un conseil d'administration composé de sept membres nommés par le gouvernement pour une période d'au plus trois ans;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi, le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président du conseil;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de cette loi, à la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du décret 533-93 du 7 avril 1993, madame Francine Clermont et messieurs Germain Lavigne, Christian L. Van Houtte, Jean-Côme Morissette et Jean-Paul Savoie ont été nommés membres du conseil d'administration de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1217-94 du 3 août 1994, monsieur Jean-Paul Savoie a été nommé président du conseil d'administration de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour pour la durée de son mandat comme membre de ce conseil et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce:

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour un mandat d'une année à compter des présentes:

— madame Estelle Lacoursière, professeure, Université du Québec à Trois-Rivières, en remplacement de madame Francine Clermont;

— monsieur Léopold Gagnon, président, Ganotec inc., en remplacement de monsieur Jean-Paul Savoie;

— monsieur Pierre Genest, président, Le Groupe Drumco Construction inc., en remplacement de monsieur Germain Lavigne;

— monsieur Jean Tessier, président, Aluminerie de Bécancour inc., en remplacement de monsieur Christian L. Van Houtte;

— monsieur Guy Vachon, directeur général, Collège Laflèche, en remplacement de monsieur Jean-Côme Morissette;

QUE monsieur Léopold Gagnon soit également désigné président du conseil d'administration de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour pour la durée de son mandat comme membre de ce conseil.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26519

Gouvernement du Québec

### **Décret 1320-96, 16 octobre 1996**

CONCERNANT la contribution financière remboursable à LÉVIS-QUÉBEC CONSTRUCTION TRUST par la Société de développement industriel du Québec

ATTENDU QUE par le décret 966-96 du 7 août 1996, il était ordonné que la Société de développement industriel du Québec soit mandatée, en vertu de l'article 7 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., c. S-11.01), pour accorder à Lévis-Québec Construction Trust pour l'expansion, la modernisation et la diversification de l'usine de Pepsi-Cola Canada Ltée de Lévis, une contribution financière remboursable d'un montant maximal de 12 500 000 \$, le tout conformément aux termes et conditions stipulés par la Société;

ATTENDU QUE cette aide financière s'inscrit dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel (1991), approuvée par le décret 1618-91 du 27 novembre 1991;

ATTENDU QUE l'entreprise a demandé que cette aide financière soit attribuée à Pepsi-Cola Ltd pour sa division Société Hostess Frito-Lay;

ATTENDU QUE lors de sa réunion du 23 septembre 1996, le comité de gestion de l'Entente a recommandé une telle mesure;

ATTENDU QUE lors de sa séance du 24 septembre 1996, le conseil d'administration de la Société de développement industriel du Québec a recommandé une telle mesure;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie:

QUE le premier alinéa du dispositif du décret 966-96 du 7 août 1996 soit remplacé par le suivant:

«QUE la Société de développement industriel du Québec soit mandatée, en vertu de l'article 7 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., c. S-11.01), pour accorder à Pepsi-Cola Canada Ltd pour sa division Société Hostess Frito-Lay, pour l'expansion, la modernisation et la diversification de son usine de Lévis, une contribution financière remboursable d'un montant maximal de 12 500 000 \$, le tout conformément aux termes et conditions stipulés par la Société. ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26520

Gouvernement du Québec

### **Décret 1321-96, 16 octobre 1996**

CONCERNANT le traitement de monsieur Raynald Bernier, juge de paix

ATTENDU QU'en vertu de l'article 163 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), le gouvernement fixe le traitement d'un juge de paix auquel l'article 162 de la Loi sur les tribunaux judiciaires s'applique;

ATTENDU QUE l'article 162 de la Loi sur les tribunaux judiciaires s'applique à un juge de paix nommé en vertu de l'article 158 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, pourvu que l'acte de nomination indique clairement que cet article lui est applicable;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 158 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, modifié par l'article 46 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, la Loi sur les tribunaux judiciaires et diverses dispositions législatives (1995, c. 42) et de l'arrêté ministériel numéro 1593, le ministre de la Justice a nommé monsieur Raynald Bernier, juge de paix, pour un mandat de deux ans à compter du 9 septembre 1996;

ATTENDU QUE cet acte de nomination indique clairement que l'article 162 de la Loi sur les tribunaux judiciaires s'applique à monsieur Raynald Bernier;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer le traitement de monsieur Raynald Bernier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le traitement de monsieur Raynald Bernier, juge de paix, soit fixé à 81 458 \$ et que celui-ci soit ultérieurement augmenté à la même période et des mêmes pourcentages que ceux accordés aux juges de la Cour du Québec;

QUE les autres conditions de travail de monsieur Raynald Bernier, sauf en ce qui concerne son régime de retraite, soient celles des juges de la Cour du Québec;

QUE le présent décret prenne effet à compter de la date de l'acte de nomination.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26521

Gouvernement du Québec

### **Décret 1324-96, 16 octobre 1996**

CONCERNANT la délégation du Québec à la Conférence des ministres responsables de TV5 qui doit se tenir le 17 octobre 1996, à Montebello, au Québec

ATTENDU QU'au Sommet de Chaillot de novembre 1991, le Québec s'est associé à la décision voulant que des actions concrètes soient développées, notamment dans le domaine des communications;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-21.1 modifié par 1996, c. 21), le ministre des Relations internationales peut recommander au gouvernement de confier à un autre ministre la responsabilité des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères ou organismes;

ATTENDU QU'à la réunion des ministres responsables de TV5 à Montréal en mai 1990, les parties ont institutionnalisé la Conférence des ministres responsables de TV5, qui regroupe le Canada, la Communauté française de Belgique, la France, le Québec et la Suisse;

ATTENDU QU'en vertu de précédents, les ministres chargés des Communications ont dirigé la délégation du Québec aux dernières Conférences des ministres responsables de TV5;

ATTENDU QUE les ministres responsables de TV5 ont convenu de se réunir au moins une fois par an, la prochaine réunion étant fixée le 17 octobre 1996, à Montebello, au Québec;

ATTENDU QU'il convient de constituer une délégation officielle pour y représenter le Québec;